

Flash Info ! Dernière minute.



LA CONFÉRENCE SALARIALE

La Conférence salariale du 28 février 2024, organisée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale devait annoncer les revalorisations des salaires.

Les années précédentes, le budget alloué pour l'augmentation des salaires ne permettait pas de mener une politique salariale à la hauteur des besoins des salariés.

Cette année, le gouvernement persiste et signe du peu d'intérêt qu'ils portent aux métiers de l'aide, maintien et soins à domicile.

Une enveloppe de 100 millions d'euros via les Conseils Départementaux est attribuée aux associations pour aider à la mobilité des intervenantes.

Cette enveloppe ne correspond pas aux besoins de revalorisation des indemnités kilométriques revendiquées par la CGT au vu de l'évolution du coût de la vie.

Rien n'a été annoncé en matière d'amélioration de condition de travail, de revalorisation de salaire et d'une vraie reconnaissance de nos compétences professionnelles.

Les salaires et les dégradations des conditions de travail ne sont apparemment pas des mesures urgentes et indispensables pour nos gouvernants.

Une fois de plus, d'années en années, notre secteur se paupérise au détriment des salariés alors que l'inflation explose depuis 3 ans créant une vraie crise sociale. Beaucoup d'associations sont en grandes difficultés financières.

LA CGT REVENDIQUE :

- ✓ ° Une revalorisation des salaires et la prise en compte des frais professionnels.
- ✓ ° Une amélioration des conditions de travail en tenant compte de tous les temps de déplacement en temps de travail effectif.
- ✓ ° La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers.
- ✓ ° Une retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités de cotisations.
- ✓ ° Le SMIC à 2000 € Brut.
- ✓ ° La semaine à 32 H.

La CGT rappelle l'impérieuse nécessité de considérer les métiers de l'aide, de l'accompagnement et des soins à domicile à travers une politique salariale digne des missions d'intérêt public qu'ils représentent. Pour cela nous demandons la création d'un véritable service public de l'autonomie.

SEULE LA LUTTE POURRA INFLÉCHIR CETTE POLITIQUE ANTI SOCIALE.